

# Résolutions de l'IBB

Adoptées par le Congrès de l'IBB à Durban en Afrique du Sud  
le 1er décembre 2017



## 24. Condamnation des Exécutions Extra-judiciaires aux Philippines

Soumise par : **JOSE SONNY G. MATULA, Président national, FFW**

**ALARMÉS PAR** la vague d'exécutions extrajudiciaires qui sévit aux Philippines, manifestement attisée par les opérations antidrogue de la Police nationale philippine, connues sous les noms « Oplan Tokhang » et « Oplan Double Barrel ». Cette « guerre contre la drogue » a déjà coûté la vie à 8 000 à 10 000 personnes, dont beaucoup sont issues de familles pauvres -- et toutes privées de leur droit à la vie ou du droit d'être entendues, et de la possibilité de se défendre devant des tribunaux.

**DANS LE MÊME TEMPS**, le pays est confronté à d'autres formes de violence et de terreur, qui sont liées à ou résultent d'insurrections armées, de rébellions séparatistes et d'attaques commises par des terroristes affiliés au groupe État islamique et touchant majoritairement la ville de Marawi, dans le nord de Mindanao

**EN CONSÉQUENCE**, résultante directe de la guerre contre la drogue, la Chambre des représentants des Philippines a voté pour rétablir la peine de mort en date du 7 mars 2017 et attend aujourd'hui l'approbation du Sénat ; cette décision constitue une violation de ses obligations aux termes du droit international des droits de l'homme, et nous nous y opposons.

En réaction immédiate face aux actes de terrorisme de l'EI à Marawi, l'ordonnance d'habeas corpus a été suspendue et, conjuguée au rétablissement du régime de la loi martiale sur l'ensemble de l'île de Mindanao, que le Congrès des Philippines a d'ailleurs étendu à l'ensemble du pays jusqu'à la fin de cette année (2017), menace de raviver le cauchemar des 14 années de « dictature conjugale » de l'ancien président Ferdinand Marcos et sa femme, Imelda.

**NOUS APPELONS LE CONGRÈS À CONDAMNER FERMEMENT** tout recours à la violence, à l'intimidation et à l'autoritarisme **par le présent gouvernement, y compris les groupes participant à l'insurrection armée, à la rébellion et au terrorisme.**

**NOUS NOUS ENGAGEONS CATÉGORIQUEMENT EN FAVEUR DE LA PAIX ET DE LA JUSTICE SOCIALE**, et nous exhortons l'ensemble des acteurs concernés, mais plus spécifiquement le gouvernement, à poursuivre les pourparlers de paix et à consolider les fondements pour la paix sociale, la sécurité nationale, ainsi que le développement socio-économique et le progrès.

**NOUS EXHORTONS** le gouvernement à mettre fin aux exécutions extrajudiciaires et à enquêter et punir les auteurs de ces actes. Nous prions instamment le gouvernement de reconnaître le droit des travailleurs de prendre part activement et concrètement à l'élaboration des politiques ainsi qu'aux organes décisionnels, à tous les niveaux.

SIGNATURE:



BWI • BHI • BTI • IBB • ICM  
[www.bwint.org](http://www.bwint.org)

